

**EQUI
POP.
ORG**



PLANIFICATION FAMILIALE

Le Partenariat de Ouagadougou

**Empowerment des femmes et
démographie :
la planification familiale,
un enjeu-clé pour l'Afrique de l'Ouest**

Avec le soutien de l'Académie des Sciences

Pourquoi une délégation ouest-africaine en faveur de la planification familiale à Paris ?

L'accès des **femmes** et des **jeunes filles** à des produits et services de **planification familiale** est un droit fondamental et un levier déterminant pour le développement.

En 2012, l'initiative Family Planning 2020 (**FP2020**) a été lancée pour permettre qu'avant 2020, dans les pays les plus pauvres du monde, 120 millions de femmes et de jeunes filles supplémentaires puissent avoir recours à des méthodes contraceptives modernes.

Un an avant, en 2011, la création du **Partenariat de Ouagadougou** avait permis de réunir 9 gouvernements et leurs partenaires techniques et financiers pour accélérer les progrès dans l'utilisation des services de planification familiale dans les pays francophones de l'Afrique de l'Ouest. Dès le départ, la France s'est positionnée comme une actrice majeure de cette dynamique.

Depuis plusieurs années, la **France** mène une **diplomatie des droits des femmes** ambitieuse, qui met l'accent sur les besoins en matière de **droits et santé sexuels et reproductifs**. Aujourd'hui, il est indispensable de capitaliser sur l'élan impulsé, et de traduire ces tendances en engagements financiers concrets en faveur des femmes et des jeunes filles d'Afrique de l'Ouest. Même dans un contexte de contrainte budgétaire, la **planification familiale doit rester** une **priorité** de l'aide au développement française, alors que nous arrivons à mi-parcours de l'initiative FP2020 lancée à Londres en 2012 et que le Partenariat de Ouagadougou entame sa seconde phase.

Pour porter ce message, **Equilibres & Populations** en partenariat avec **l'Unité de Coordination du Partenariat de Ouagadougou** a décidé d'organiser la venue à Paris de spécialistes et de personnalités africaines investies sur ces enjeux. La démarche repose sur trois axes :

1. Donner la parole aux acteurs et actrices africain-e-s,
2. Promouvoir les initiatives existantes,
3. Mettre en valeur la transversalité des enjeux liés à l'empowerment des femmes, la planification familiale et la démographie afin de mobiliser des décideurs d'horizons différents.

Cette **délégation ouest-africaine pour la planification familiale** participe à de nombreuses rencontres de haut niveau avec les parties prenantes de l'aide au développement française aux niveaux politique, technique et scientifique. En complément de ces **rencontres bilatérales**, une **conférence** organisée avec le soutien de l'Académie des Sciences se tient le 8 juin 2016.

Les membres du collectif Countdown 2015 Europe, auquel appartient Equilibres & Populations, organisent à travers l'Europe des événements similaires pour marquer la mi-parcours de l'initiative FP2020.

Les organisateurs



Equilibres & Populations

ONG créée en 1993 et basée à Paris et à Ouagadougou, Equilibres & Populations agit en faveur de la santé et des droits des femmes et des jeunes filles. Permettre aux femmes d'avoir accès à différentes méthodes contraceptives si elles le souhaitent fait partie de son plaidoyer à la fois en Afrique de l'Ouest francophone et vis-à-vis de la politique de développement française. Le développement des capacités des acteurs et actrices locaux est au cœur de sa méthodologie d'intervention.



Le Partenariat de Ouagadougou

Le Partenariat de Ouagadougou constitue un mouvement prometteur lancé lors de la Conférence Régionale sur la Population, le Développement et la Planification Familiale tenue à Ouagadougou au Burkina Faso, en février 2011. Il réunit 9 gouvernements des pays francophones de l'Afrique de l'Ouest et leurs partenaires techniques et financiers pour accélérer les progrès dans l'utilisation des services de planification familiale.

Avec le soutien de :

L'Académie des Sciences, créée en 1666, se consacre au développement des sciences et conseille les autorités gouvernementales en ce domaine. Indépendante et pérenne, placée sous la protection du président de la République, elle est l'une des cinq académies siégeant à l'Institut de France.

Composition de la délégation ouest-africaine pour la planification familiale

Unité de Coordination du Partenariat de Ouagadougou

Fatimata Sy, Directrice

Rodrigue Ngouana, Chargé de coordination nationale

Organisation Ouest-Africaine de la Santé (OOAS)

Laurent Aholofon Assogba, Directeur général adjoint

Aissa Bouwaye, Directrice de l'unité de Santé Maternelle et Néonatale

Abaché Ranaou, Assistant exécutif du Directeur général

Représentants ministériels

Bocar Daff, Directeur de la Santé, de la Reproduction et de la Survie de l'Enfant au Ministère de la Santé, Sénégal

Idrissa Maiga, Secrétaire général du Ministère de la Santé Publique, Niger

Société civile

Elsa Burzynski, Chargée d'accompagnement plaidoyer Alliance Droits et Santé, Equilibres & Populations

Fatou Ndiaye Turpin, Coordinatrice nationale du Réseau Siggil Jiggéen, Sénégal

Romarc Ouitona, Jeune ambassadeur pour la santé reproductive et la planification familiale, Bénin

Auréli Gal-Régniez, Directrice exécutive d'Équilibres & Populations

Institut de Recherche pour le Développement (IRD)

Jean-Pierre Guengant, Directeur de recherche émérite, démographe et économiste

Contexte historique : du Caire aux ODD (1994-2016)

De la démographie à l'approche par les droits

Pour comprendre les liens entre empowerment des femmes, démographie et planification familiale, il convient de revenir sur l'évolution de ces concepts dans les dynamiques internationales depuis une vingtaine d'années.

Le point de départ se trouve en **1994**. C'est au cours de la Conférence Internationale sur la Population et le Développement, au **Caire**, que la vision purement démographique des questions de population s'est élargie à une approche qui **remet les droits** des individus **au cœur du développement**. Cette étape a marqué le début d'un mouvement en faveur des droits des individus qui s'est affirmé au cours des réunions internationales qui ont suivi.

Dès **1995**, la 4^{ème} Conférence mondiale sur les femmes qui s'est tenue à **Pékin** a reconnu le droit des femmes d'être "**maîtresses de leur sexualité**" et non plus cantonnées à un rôle procréatif. En **2011** a été créé le **Partenariat de Ouagadougou**, avec pour but d'accélérer les progrès dans **l'utilisation des services de planification familiale** au Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal et Togo, en misant sur une meilleure coordination entre les bailleurs de fonds.

En **2012**, lors du sommet de Londres, a été lancée l'initiative **Family Planning 2020 (FP2020)**, partenariat mondial qui soutient le **droit des femmes** et des jeunes filles à **décider librement** et pour elles-mêmes **d'avoir ou non des enfants**.

Plus largement, les **cadres de développement** fixés par les **Nations unies** ont donné une place diverse à ces questions. De **2000 à 2015**, les Objectifs du Millénaire pour le Développement ont fait la part belle à la lutte contre la **mortalité maternelle et infantile**, tout en mentionnant l'accès universel à la santé de la procréation.

Le cadre international en 2016

Après quatre ans d'existence et de premiers résultats très encourageants, le **Partenariat de Ouagadougou** a lancé sa **deuxième phase**. L'**objectif** principal du Partenariat est d'atteindre au moins **2,2 millions de nouvelles utilisatrices** de méthodes de planification familiale dans les neuf pays concernés **d'ici 2020**. Cet objectif, qui paraît modeste d'un point de vue quantitatif, est en réalité relativement ambitieux. Il s'inscrit en effet dans des contextes où les barrières socioculturelles, le manque de solidité des systèmes de santé, un engagement politique et financier limités sont autant de facteurs susceptibles de freiner les progrès.

En 2016, l'**initiative FP2020** a atteint sa mi-parcours (2012-2020). L'objectif reste toujours, dans quatre ans, d'atteindre le chiffre de 120 millions de femmes et de jeunes filles supplémentaires ayant recours à des méthodes contraceptives modernes.

Le nouveau cadre de développement international fixé par les Nations unies (2015-2030, **Objectifs de Développement Durable**, ODD) réaffirme les engagements en la matière. Dans l'objectif 3, dédié à la santé, la **cible 3.7** émet l'objectif suivant : "*D'ici à 2030, assurer l'accès de tous à **des services de soins de santé sexuelle et procréative**, y compris à des fins de **planification familiale**, d'information et d'éducation, et la prise en compte de la santé procréative dans les stratégies et programmes nationaux*".

Cette approche est complétée dans l'objectif 5, dédié à l'égalité des sexes, par la **cible 5.6** : *“Assurer l'accès de tous **aux soins de santé sexuelle et procréative** et faire en sorte que chacun puisse exercer ses droits en matière de procréation, ainsi qu'il a été décidé dans le Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement et le Programme d'action de Beijing et les documents finals des conférences d'examen qui ont suivi”*.

Enjeux et messages-clé

Un constat : des besoins encore immenses

Aujourd'hui dans le monde, 225 millions de femmes ont un besoin non satisfait en contraception. Comparativement aux pays anglophones et lusophones, les **pays francophones** présentent **les plus forts taux** de mortalité maternelle et infanto-juvénile, les plus forts indices de fécondité, les plus faibles taux de prévalence contraceptive. En Afrique de l'Ouest, **225 femmes meurent tous les jours** en donnant la vie. Pour chaque décès, on compte environ 30 autres cas d'infirmité. Plus spécifiquement, les **taux de natalité** chez les **adolescentes** y sont parmi les **plus élevés au monde**, et l'on y enregistre les progrès les plus faibles concernant le niveau de grossesses précoces, avec **116 naissances pour 1000 adolescentes** en 2015¹.

L'Afrique de l'Ouest rassemble une majorité des **pays** identifiés comme **prioritaires** par la **politique de développement** de la France.

Répondre aux **besoins en termes de droits et santé sexuels et reproductifs** a un impact direct sur l'amélioration des conditions de vie :

*“Le changement commence par **le choix de vie d'une femme**. Avec l'accès à la contraception moderne, une femme ou une jeune fille peut elle-même décider si et quand elle est physiquement, psychologiquement et financièrement prête à porter un enfant. Elle peut se concentrer sur l'achèvement de ses études ou l'épanouissement de sa carrière professionnelle et décider le moment venu de planifier et espacer ses grossesses afin que ses enfants et elle-même soient en bonne santé. Elle peut offrir à ses enfants plus de choses essentielles à leur réussite dans la vie (alimentation saine, soins médicaux, éducation) et les voir devenir des adultes en bonne santé et instruits qui contribueront à leur tour à la société par leur productivité. Ce cercle vertueux qui commence par l'émancipation d'une femme peut permettre à des familles, voire à des communautés entières de sortir de la pauvreté.”*

Dr. Babatunde Osotimehin, directeur exécutif du Fonds des Nations Unies pour la Population et Dr. Chris Elias, Président du Programme de développement mondial, Fondation Bill & Melinda Gates

Une nécessité : soutenir les initiatives au pouvoir transformatif

Les **progrès** obtenus par différentes récentes initiatives en matière de planification familiale sont incontestables. Cependant, leur rythme demeure **trop lent**. Pour apporter des réponses concrètes à la hauteur des besoins des populations, il convient de **soutenir des approches** qui détiennent un **réel pouvoir de transformation** à la fois à court et long terme :

¹ Rapport 2015 des Objectifs du millénaire pour le développement

- **Les jeunes** doivent être au cœur des programmes. C'est à l'adolescence que les informations et les services dont les jeunes peuvent bénéficier impacteront le plus significativement leur parcours de vie. **Les jeunes filles en particulier** souffrent d'une double discrimination, liée au sexe et à l'âge. Elles ont été particulièrement oubliées des programmes de développement jusqu'à présent, alors même qu'elles détiennent un fort potentiel de changement durable,
- La **qualité** des services et des produits de planification familiale est fondamentale. Les **prestataires** doivent être **formé-e-s** et les femmes et les couples doivent avoir accès à une **gamme variée de produits** qui leur garantit une liberté de choix,
- Le travail lié à l'offre de produits et services doit s'accompagner d'**efforts équivalents pour stimuler la demande**. La force des tabous liés à la sexualité tout comme les rapports inégalitaires entre femmes et hommes doivent être pris en compte,
- Les **organisations de la société civile locales** doivent être systématiquement **renforcées**. Elles doivent pouvoir jouer un rôle important, à travers le contrôle des engagements politiques, la communication pour le changement social, et la mise en œuvre des politiques et programmes en partenariat avec les Etats.

Le rôle crucial de la France

La **France** déploie depuis plusieurs années une **diplomatie des droits des femmes** très marquée. Cet effort porte notamment sur les **droits sexuels**, pierre angulaire des droits des femmes. La France a tenu des discours forts dans de nombreuses instances internationales, à l'exemple du discours de Najat Vallaud-Belkacem, ministre des Droits des femmes à la tribune de l'ONU lors de la 58ème CSW :

"Nous devons l'affirmer haut et fort dans cette enceinte : les droits sexuels et reproductifs doivent être protégés partout. [...] La liberté de disposer de soi est un droit humain fondamental"

La **loi d'orientation** et de programmation relative à la politique de développement et de solidarité internationale de 2014 stipule : "Dans les domaines du renforcement des systèmes de santé et de protection sociale, [l'action de la France] se concentrera sur les trois grands enjeux suivants : l'amélioration de la santé sexuelle, reproductive, maternelle, néonatale et infantile, ainsi que les politiques de population dans les pays prioritaires d'Afrique subsaharienne [...]".

Au-delà des différents cadres de sa politique d'aide au développement (cadre d'intervention sectoriel Santé et Protection sociale, document d'orientation stratégique Genre & Développement, etc.), la France s'apprête à lancer un **document d'orientation stratégique** portant sur l'action extérieure de la France sur les enjeux de **population**, de **santé et droits sexuels et reproductifs**.

Cependant, malgré ce fort engagement politique, le **gouvernement français** n'a **pas annoncé**, à l'heure actuelle, d'**engagement financier clair** en faveur de la planification familiale.

Entre **2010 et 2015**, la France s'était **engagée** à dépenser **100 millions d'euros** par an pendant 5 ans dans le cadre de l'initiative dite de Muskoka, consacrée à la santé materno-infantile. Les décaissements ayant été retardés au-delà de la date théorique de clôture de la contribution française, des sommes sont

réengagés en 2016. Ainsi, **10 millions d'euros** ont été annoncés pour un travail commun avec 4 agences onusiennes (UNFPA, UN Women, UNICEF et OMS), projets qui avant 2015 atteignaient entre 18 et 20 millions par an.

Dans quelques semaines, la France publiera le document d'orientation stratégique "L'action extérieure de la France sur les enjeux de population, de santé et droits sexuels et reproductifs". Les objectifs de cette stratégie ne seront atteints que si cette annonce s'accompagne d'un **nouvel engagement financier substantiel**, au moins équivalent aux efforts fournis pendant cinq ans. Cela permettrait de maximiser l'impact des projets déjà conduits. C'est aussi une question de **crédibilité diplomatique** pour la France, très vocale dans les instances internationales sur ces thématiques. C'est enfin, et surtout, une nécessité pour proposer une action **à la hauteur des enjeux en Afrique de l'Ouest**.

Programme de la conférence

Empowerment des femmes et démographie : la planification familiale, un enjeu-clé pour l'Afrique de l'Ouest

8 juin 2016

Fondation Del Duca, 10 rue Alfred de Vigny – Paris 8^e

9h30

Mot d'introduction

Académie des Sciences

Equilibres & Populations (Aurélie Gal-Régniez, Directrice)

9h45-11h

Première table-ronde

« Planification familiale en Afrique de l'Ouest : quels sont les besoins actuels ? »

Organisation Ouest-Africaine de la Santé (Laurent Aholofon Assogba, Directeur-Général adjoint ou Aissa Bouwaye, Directrice de l'unité de Santé Maternelle et Néonatale)

Ministère de la Santé Publique, Niger (Idrissa Maiga, Secrétaire général)

IRD/Paris I, Panthéon Sorbonne (Jean-Pierre Guengant, Directeur de recherche émérite)

Alliance Droits et Santé, Sénégal (Fatou Ndiaye Turpin, Coordinatrice nationale du Réseau Siggil Jiggéen)

11h-11h10

Pause-café

11h10-12h20

Deuxième table-ronde

« Répondre aux besoins : les initiatives qui marchent »

Unité de Coordination du Partenariat de Ouagadougou (Fatimata Sy, Directrice)

Ministère de la Santé, Sénégal (Bocar Daff, Directeur de la Santé, de la Reproduction et de la Survie de l'Enfant)

Romaric Ouitona, Jeune ambassadeur pour la Santé reproductive et la Planification familiale, Bénin
Equilibres & Populations (Elsa Burzynski, chargée de plaidoyer)

12h20-13h

Conclusion

« Le rôle central de la France : quels investissements pour le futur ? »

FP2020 (Beth Schlachter, directrice exécutive)

Ministère des Affaires étrangères et du Développement international

Déjeuner

Déjeuner-buffet sur place pour l'ensemble des participant-e-s

Fondation Bill & Melinda Gates

14h30 - Fin

Promouvoir la planification familiale, un enjeu-clé pour l'Afrique de l'Ouest

Equilibres & Populations, conjointement avec le Partenariat de Ouagadougou et l'Académie des Sciences, organisent le 8 juin à Paris une conférence pour souligner l'importance des questions de planification familiale pour le futur de l'Afrique de l'Ouest. Une dizaine d'acteurs et d'actrices de la région présenteront les initiatives qui marchent et appelleront la France à renouveler ses engagements en matière d'aide au développement.

La conférence, intitulée "Empowerment des femmes et démographie : la planification familiale, un enjeu-clé pour l'Afrique de l'Ouest", rassemblera mercredi 8 juin à la Fondation Del Duca (Paris 8^{ème}) différent-e-s intervenant-e-s venu-e-s du Sénégal, du Burkina Faso et du Niger. La diversité de leurs profils (représentant-e-s ministériels, de la société civile, de l'Organisation Ouest-Africaine de la Santé) permettra de donner un aperçu complet des besoins des populations et des solutions à mettre en œuvre pour y répondre.

Aujourd'hui, deux décès en couches sur trois se produisent en Afrique subsaharienne, région du monde qui a connu les progrès les plus faibles en matière de lutte contre les grossesses précoces avec 116 naissances pour 1 000 adolescentes en 2015.

Pour faire face à ces défis majeurs, particulièrement pour l'Afrique de l'Ouest, il est indispensable d'investir dans les programmes de planification familiale et de garantir plus largement les droits sexuels et reproductifs. Selon Aurélie Gal-Régniez, directrice exécutive d'Equilibres & Populations, "les efforts en matière de planification familiale permettront d'articuler les questions d'empowerment avec les enjeux démographiques. C'est une nécessité pour améliorer concrètement les conditions de vie en Afrique de l'Ouest, en premier lieu celles des femmes et des adolescentes". La conférence du 8 juin sera une occasion de porter ce message.

Plus largement, pendant une semaine, la délégation ouest-africaine rencontrera les responsables politiques et techniques de l'aide au développement française. "La France a largement soutenu l'initiative de Muskoka de 2010 à 2015. Mais aujourd'hui, elle n'a pas annoncé de nouvel engagement financier", rappelle Fatimata Sy, directrice de l'Unité de Coordination du Partenariat de Ouagadougou qui ajoute : "La France doit poursuivre son investissement pour la planification familiale en Afrique de l'Ouest, et réenclencher une dynamique positive pour créer un effet levier et attirer d'autres Etats bailleurs".

Présentation des organisations

Alliance des jeunes ambassadeurs pour la santé de la reproduction et la planification familiale

L'Alliance des Jeunes Ambassadeurs pour la Santé de la Reproduction et la Planification familiale regroupe des jeunes leaders qui ont fait part de leur volonté de travailler ensemble pour faciliter l'accès des adolescents et des jeunes de leur pays à l'information et aux services de santé de la reproduction. Cette dynamique de partage d'expériences et de bonnes pratiques entre réseaux nationaux vise à venir à bout des "barrières socioculturelles, des réticences et des politiques non favorables à l'accès des jeunes aux informations sur la santé sexuelle et reproductive". Bien qu'évoluant dans des environnements socioculturels divers, les associations de jeunes à travers l'Afrique de l'Ouest arrivent à mutualiser leurs efforts afin d'intéresser les jeunes à adopter les différentes méthodes de contraception et de demander à leur gouvernement de faire plus d'efforts.



Alliance Droits & Santé
Réseau d'ONG pour les femmes d'Afrique

Alliance Droits et Santé

Initiée en 2013, [Alliance Droits et Santé](#) a pour objectif d'améliorer le statut et la santé des femmes et des adolescentes d'Afrique de l'Ouest, et en particulier la réalisation de leurs droits sexuels et reproductifs et l'amélioration de leur accès à la contraception. Ce réseau regroupe 15 associations techniques, mouvements de jeunes et mouvements de femmes issus de cinq pays d'Afrique de l'Ouest francophone (Bénin, Burkina Faso, Mali, Niger, Sénégal). Leur expertise porte sur les droits et la santé sexuels et reproductifs, la planification familiale ainsi que le genre. Les savoir-faire du réseau s'organisent en trois pôles : le plaidoyer, la mobilisation sociale et le renforcement des capacités.



Countdown 2015 Europe

Countdown 2015 Europe est un consortium d'ONG européennes plaidant pour un accès mondial à la santé reproductive. Le réseau s'étend dans 12 pays européens (Allemagne, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, France, Irlande, Norvège, Pays-Bas, Royaume Uni, Suède et Suisse) et au sein d'institutions européennes afin de s'assurer que la santé reproductive et la planification familiale sont des priorités politiques pour les pays européens finançant des programmes de développement. Afin de marquer la mi-parcours de l'initiative FP2020, les membres de Countdown2015Europe ont organisé différents événements dans leur pays.



Fondation Bill & Melinda Gates

La Fondation Bill et Melinda Gates œuvre pour que chaque individu puisse mener une vie productive, en bonne santé. Dans les pays en développement, elle tente principalement d'améliorer la santé des personnes et de leur donner une chance de se sortir de la faim et de la misère. Aux États-Unis, elle cherche à s'assurer que chaque individu, en particulier les plus démunis, ait accès aux opportunités nécessaires à sa réussite scolaire et personnelle. Basée à Seattle, dans l'État de Washington, la fondation est dirigée par son PDG, Dr. Susan Desmond-Hellmann, et son coprésident, William H. Gates Sr., sous la direction de Bill et Melinda Gates et de Warren Buffett.



Family Planning 2020 (FP2020)

Family Planning 2020 est un partenariat global qui soutient le droit des femmes et des jeunes filles à décider librement et pour elles-mêmes d'avoir ou non des enfants. L'initiative FP2020 résulte du Sommet sur la planification familiale qui s'est tenu à Londres en juillet 2012 et au cours duquel plus de vingt gouvernements se sont engagés politiquement et financièrement en faveur de l'accès à l'information et aux services liés à la contraception. Depuis le début de cette initiative, le nombre de pays engagés avec FP2020 est passé à 36. L'objectif de FP2020 est de favoriser un partenariat inclusif qui travaille avec différents experts et parties-prenantes pour accélérer l'action et contrer les barrières nationales et internationales les plus significatives.



**Institut de recherche
pour le développement**

Institut de Recherche pour le Développement (IRD/Paris I)

Organisme pluridisciplinaire reconnu internationalement et travaillant principalement en partenariat avec les pays du Sud, l'Institut de recherche pour le développement est un établissement public placé sous la double tutelle des Ministères de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et des Affaires étrangères et du Développement international. Il porte, par son réseau et sa présence structurée dans une cinquantaine de pays, l'originalité de sa démarche de recherche, d'expertise, de formation et de partage des savoirs au bénéfice des territoires et pays qui font de la science et de l'innovation un des premiers leviers de leur développement. Dans le cadre d'une recherche de plus en plus mondialisée, l'IRD souhaite se positionner, en revendiquant la spécificité de son modèle de coopération scientifique internationale, comme la locomotive d'une science actrice majeure du nouvel agenda du développement.



Ministère des Affaires Etrangères et du Développement International

Le Ministère des Affaires Etrangères et du Développement International applique notamment la politique de développement de la France. Celle-ci s'inscrit dans un cadre renouvelé qui associe lutte contre la pauvreté et développement durable dans ses trois composantes : économique, sociale et environnementale. La stratégie du MAEDI concourt au rayonnement culturel, diplomatique et économique de la France et vise à répondre à quatre enjeux complémentaires qui sont la promotion de la paix, le développement humain, le développement économique durable et la préservation de l'environnement. Ces axes donnés à la politique de développement de la France ont permis de réaffirmer les grands principes directeurs sur lesquels repose son aide et d'ouvrir ainsi la voie à la mise en œuvre du futur agenda post-2015.



Ministère de la Santé, Niger

La principale mission du Ministère de la Santé Publique du Niger est de mettre en place un système de santé capable d'offrir des soins de qualité, accessibles à l'ensemble des populations du Niger. Aujourd'hui, grâce à l'engagement du personnel de santé, de l'Etat et de ses partenaires, le Ministère enregistre chaque année des résultats très importants dans l'optique d'améliorer la santé des populations. Le ministère de la Santé travaille continuellement à l'amélioration des prestations de santé. Outre les recrutements de personnel médical, un renforcement du plateau technique est prévu afin de permettre à tous de travailler dans de bonnes conditions.



Ministère de la Santé, Sénégal

Le Ministère de la Santé et de l'Action sociale a essentiellement pour mission de mettre en œuvre, sous l'autorité du Premier Ministre, la politique arrêtée par le Chef de l'Etat dans les domaines de la santé, de l'éducation à la santé, et de l'action sociale. Il contribue ainsi au bien-être des populations en améliorant leur état de santé et en le portant à un niveau socialement productif. L'un des objectifs majeurs du département est la démocratisation du système de santé, notamment en garantissant l'accès de tous les citoyens à des services socio-sanitaires et à des soins de qualité à moindre coût. Il apporte une contribution efficace au développement du capital humain dans le cadre de la stratégie nationale de réduction de la pauvreté en accélérant la réalisation des Objectifs de Développement Durable en matière de santé.



ORGANISATION OUEST AFRICAINE DE LA SANTE

Organisation Ouest Africaine de la Santé (OOAS)

L'Organisation Ouest Africaine de la Santé a été créée en 1987 sous le statut d'Agence Spécialisée de la CEDEAO. La mission de l'Organisation vise à d'offrir le niveau le plus élevé en matière de prestation de soins de santé aux populations de la sous-région sur la base de l'harmonisation des politiques des États Membres en vue de trouver collectivement et stratégiquement des solutions aux problèmes de santé de la sous-région. L'OOAS est un instrument proactif d'intégration régionale de la santé qui permet des interventions et des programmes à grand impact et à faible coût. Elle a donc pour rôle principal de coordonner les programmes sanitaires mis en œuvre à l'échelle de la sous-région et de synchroniser les efforts fournis dans ce domaine.



RÉSEAU SIGGIL JIGÉEN
Améliorons le statut de la femme sénégalaise

Réseau Siggil Jigéen

Le Réseau Siggil Jigéen est une ONG travaillant dans le domaine de la promotion et de la protection des droits des femmes au Sénégal. Mis sur pied en 1995, le Réseau regroupe aujourd'hui 16 organisations membres dont les activités intéressent directement plus de 12 000 femmes sénégalaises. Le réseau intervient dans 14 régions du Sénégal et privilégie quatre axes d'intervention majeurs :

- la promotion de la mise en œuvre de stratégies efficaces de plaidoyer et de lobbying en faveur de la position sociale de la femme sénégalaise
- le renforcement des capacités organisationnelles et d'intervention du RSJ, de ses membres et des organisations de femmes
- la promotion de la synergie des efforts entre le RSJ, ses membres, les autres organisations de femmes et les autres organisations de la société civile
- la création et l'animation d'un espace de communication, de concertation et de documentation

Biographies des intervenant-e-s



Docteur Laurent Aholofon Assogba

Docteur en médecine, le docteur Laurent A. Assogba a servi de façon graduelle dans les services de santé aux niveaux opérationnel, départemental puis national et a occupé de nombreux postes en tant que médecin-chef de service. A partir des années 1990, M. Assogba a travaillé successivement en tant que médecin conseil à la Coopération suisse avant d'être nommé en 2001 chef de service à la Direction nationale de la protection sanitaire au Ministère de la Santé du Bénin. En 2005, il fut nommé directeur national de la Protection sanitaire, poste qu'il occupera pendant six ans avant d'être nommé Conseiller Technique du Ministre de la Santé pour la Gestion Epidémies et des Catastrophes. Le 3 février 2014 le docteur Laurent A. Assogba a été nommé Directeur général adjoint de l'OOAS pour le compte du Bénin.



Docteur Aissa Bouwaye

Le docteur Aissa Bouwaye est médecin de santé publique et spécialiste de la santé familiale, domaine dans lequel elle a toujours exercé. Elle est en charge de la santé maternelle et néonatale à l'Organisation Ouest-Africaine de la santé depuis janvier 2009. Avant cela, elle a exercé au centre national de planning familial au Niger dans le cadre de sa première affectation, puis en tant que directrice nationale de la santé de la reproduction et de la planification familiale, poste qu'elle occupera de nouveau à partir de 2005. Entre 1997 et 2000, Aissa Bouwaye a été chargée de programmes SR/PF à l'UNFPA au Niger avant d'occuper le poste de conseillère technique en SR/PF à la Direction régionale de la santé de GAO au Mali, en collaboration avec la SNV (Organisation néerlandaise de développement).



Elsa Burzynski

Elsa Burzynski est chargée d'accompagnement plaidoyer sur le projet Alliance Droits et Santé mis en œuvre par Equilibres & Populations, basée à Ouagadougou (Burkina Faso). Elle apporte un appui aux membres de l'Alliance en matière de plaidoyer en droits et santé sexuels et reproductifs (DSSR) et planification familiale (PF) dans les cinq pays concernés (Bénin, Burkina Faso, Mali, Niger, Sénégal). De formation initiale en anthropologie, elle possède une expérience en plaidoyer, recherche et capitalisation acquise au sein d'ONG, sociétés de conseil et groupes de recherche, avec une focalisation transversale sur la participation de la société civile. Avant de rejoindre Equipop, elle a notamment travaillé sur différents contextes d'Afrique subsaharienne (Cameroun, Afrique du Sud, Sierra Leone, RDC), y compris en santé sexuelle et reproductive.



Bocar Daff

Le docteur Bocar Daff est le Directeur de la Santé de la Reproduction et de la Survie de l'Enfant au Ministère de la Santé du Sénégal. Il a de fait soutenu le Ministre de la Santé dans le développement et le lancement d'un Plan national d'action en faveur de la planification familiale. Bocar Daff a notamment introduit l'usage de la collecte de données dans la distribution des services de planification familiale afin d'accélérer les progrès faits en la matière. Le docteur Bocar Daff travaille en collaboration avec de nombreux partenaires et a reçu en 2013 un Excell Award pour son rôle individuel et collectif dans la diffusion de l'accès à la planification familiale au Sénégal.



Aurélie Gal-Régniez

Aurélie Gal-Régniez, directrice exécutive d'Equilibres & Populations, a travaillé pendant les quinze dernières années au sein de cette ONG à promouvoir la santé des femmes dans le monde, leurs droits et leur autonomisation en combinant plaidoyer politique, mobilisation sociale et interventions pilotes. Diplômée de Sciences Po Grenoble, elle est aussi titulaire du master Coopération et Développement international de la Sorbonne et d'un master en management des organisations de l'Institut d'Administration des Entreprises de Paris. Elle enseigne à l'Université Paris-Descartes et a collaboré avec plusieurs Instituts de recherche.



Jean-Pierre Guengant

Jean-Pierre Guengant est Directeur de Recherche émérite de l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD). Il est actuellement rattaché à l'UMR 201, Développement et Sociétés de l'Université de Paris I, Panthéon Sorbonne/IRD. Il a un Doctorat en Économie du Développement et une Maîtrise en Démographie. Au cours de sa carrière, Jean-Pierre Guengant a occupé diverses fonctions aux Antilles, en Afrique et au niveau international avec les Nations unies à New York et avec le Centre de recherche pour le développement (CRDI) au Canada et à Dakar. Entre 2010 et 2016, il a coordonné une série de monographies « Comment bénéficier du dividende démographique » et a également participé à plusieurs groupes de travail et d'études sur l'Afrique avec la Banque mondiale, l'Université de Berkeley, et le Centennial Group. Ses travaux sur la fécondité, les migrations internationales, les projections démographiques, et le dividende démographique ont fait l'objet de nombreux articles, ouvrages et contributions en français et en anglais.



Idrissa Maiga

Idrissa Maiga est médecin de formation, spécialiste en santé publique avec vingt-cinq ans d'expérience en matière de développement des services de santé en Afrique subsaharienne, particulièrement au Niger. Idrissa Maiga est qualifié plus spécifiquement dans les domaines de la gestion et de l'organisation des services de santé, du management du district sanitaire (planification, évaluation, supervision), de la gestion de projet, de la formation du personnel, de la santé de la reproduction, de la participation communautaire, du système d'information sanitaire et de la surveillance et riposte contre les épidémies.

Il a travaillé à tous les niveaux du système de santé du Niger en tant que médecin de district sanitaire, directeur régional de la santé publique, directeur d'hôpital national, chef de Département à l'Institut de Santé Publique, directeur des Etudes et de la Planification, directeur de la Surveillance et de la Riposte aux Epidémies et directeur Général de la Santé de la Reproduction. Depuis le 13 Décembre 2013, Idrissa Maiga est secrétaire Général au Ministère de la Santé Publique du Niger.



Rodrigue Ngouana

Rodrigue Ngouana est chargé des relations avec les neuf pays du Partenariat de Ouagadougou. Entièrement dévoué à l'amélioration du bien-être des populations en Afrique, M. Ngouana considère les partenariats et le partage d'expériences comme des maillons essentiels dans ce travail. Il s'efforce de promouvoir la création d'alliances collaboratives parmi un large éventail d'individus, d'organisations et de gouvernements, afin de surmonter les défis sanitaires des pays africains. Il cumule plusieurs années d'expérience en Afrique centrale et de l'ouest dans la coordination, le développement des collaborations, le plaidoyer et la mobilisation de ressources pour la santé reproductive et les droits sexuels, et toute particulièrement la planification familiale. Economiste-démographe de formation, il possède un Master en Economie Conseil et Gestion Publique de l'Université de Rennes 1 en France.



Romaric Ouitona

Romaric Ouitona est un jeune béninois très engagé dans la promotion de la Santé Sexuelle et Reproductive des Adolescents et des Jeunes (SSRAJ) au Bénin et en Afrique de l'Ouest. En tant que jeune acteur de la société civile, il milite au sein de l'Alliance des Jeunes Ambassadeurs pour la Santé de la Reproduction et la Planification familiale, dont il est le Coordonnateur régional en Afrique de l'Ouest et le Président au Bénin. A ce titre, il organise des activités de sensibilisation à l'endroit des adolescents et des jeunes afin de les outiller en matière d'informations fiables sur la SSRAJ. Il mène également des activités de plaidoyer à l'attention des décideurs nationaux et internationaux en faveur de l'accès des jeunes aux produits contraceptifs modernes. L'un de ses objectifs primordiaux est de contribuer à une réduction significative des grossesses non désirées, des avortements clandestins, des IST et du VIH/SIDA, et autres maux qui handicapent l'émancipation de la jeunesse africaine.



Docteur Abaché Ranaou

De nationalité nigérienne, le docteur Abaché Ranaou est titulaire d'un diplôme de doctorat d'Etat en médecine obtenu en 1994, qu'il a complété par diverses spécialisations.

Il travaille actuellement en tant qu'assistant exécutif du directeur général de l'OOAS et en charge de la gestion des questions administratives et programmatiques adressées au directeur général. Auparavant, le docteur Abaché Ranaou a servi successivement au Ministère de la Santé publique du Niger à différents postes : médecin-chef du district sanitaire (1996-2000), coordinateur national du centre de formation pour les équipes cadre (2002-2007), directeur de la surveillance et riposte aux épidémies (2012-2014) et directeur des études et de la programmation (2014-2016). Il a par ailleurs travaillé successivement comme assistant technique international pour le compte de la Coopération technique belge, puis en tant que Coordinateur médical auprès de Médecins du Monde Belgique, toujours dans le domaine de la santé.



Beth Schlachter

Beth Schlachter a été nommée directrice exécutive de FP2020 en avril 2015 après avoir rejoint le secrétariat du programme en qualité de directrice en juillet 2014. Elle est en charge de conduire la stratégie des quatre groupes de travail de FP2020 et de développer des partenariats avec les acteurs et les bailleurs impliqués sur les

thématiques que défend le programme. Beth Schlachter a plus de 15 ans d'expérience en tant que fonctionnaire des affaires étrangères au sein du gouvernement américain et évolue dans des contextes bilatéraux et multilatéraux. Avant de rejoindre FP2020, elle a travaillé en tant que conseillère aux politiques démographiques au sein du Département d'Etat en charge de la population, des réfugiés et des migrations, aux Etats-Unis, où elle avait pour responsabilité de définir les priorités relatives aux droits et à la santé sexuels et reproductifs. Elle a notamment participé à différentes sessions de négociation au cours de la CPD et de la CSW aux Nations Unies.



Fatimata Sy

Fatimata Sy est biologiste, nutritionniste et spécialiste en santé publique avec plus de 25 ans d'expérience dans le développement international ainsi que la gestion et l'évaluation de programmes en Afrique. Elle est actuellement Directrice de l'Unité de Coordination du Partenariat Ouagadougou qui a été lancé en février 2011.

Fatimata Sy a passé de nombreuses années à défendre l'accès à la planification familiale afin que les femmes et les filles de son pays natal, la Mauritanie, et de toute l'Afrique occidentale francophone puissent mener une vie saine et prospère. Grâce à son engagement et à sa détermination, le Partenariat de Ouagadougou a réalisé ses objectifs qui étaient d'atteindre un million de nouvelles utilisatrices de méthodes de planification familiale dans les neuf pays concernés en 2015. Avant d'être à l'Unité de Coordination du Partenariat de Ouagadougou, Fatimata Sy a été Coordinatrice pour le Bureau de US Global AIDS et de l'USAID Afrique de l'Ouest et Directrice du projet régional VIH/SIDA de FHI360 en Afrique de l'Ouest.



Fatou Ndiaye Turpin

Fatou Ndiaye Turpin est Inspectrice de la Jeunesse de formation et actuellement Directrice exécutive de l'ONG Réseau Siggil Jigéen. Madame Turpin a milité très tôt dans le mouvement associatif pour l'amélioration du statut de la femme et particulièrement des jeunes filles peu scolarisées. En 1994, elle a créé l'Association pour le Développement de la Femme et de l'Enfant au Sénégal qui est membre du Réseau Siggil Jigéen. Elle a été de tous les combats pour la longue marche des femmes pour le rétablissement de leurs droits. Depuis sa création, le Réseau travaille sur de grands enjeux déclinés en plans stratégiques renouvelés tous les cinq ans, parmi lesquels l'intégrité physique et morale des femmes et l'autonomisation des femmes sur tous les plans.